



CEDETIM :
Les cahiers de
la rue Voltaire

Hommage à Félix Guattari

Peut-il y avoir une solidarité internationale ?
François Lautier

« *Jamais un appareil d'intérêt ne vaut pour une machine de désir.* »
L'Anti-Œdipe

Des exemples actuels, qu'il s'agisse de l'ancienne Yougoslavie, de l'Afrique de l'Est, d'Haïti ou... du GATT, laissent beaucoup à penser sur la notion même de solidarité internationale. On voit bien, aujourd'hui comme auparavant, en quoi une nation – ou un Etat – peut avoir intérêt à en aider une autre. On voit aussi à quel point il s'agit plus d'intérêt que de solidarité.

C'est pourquoi on ne peut éviter de ré-interroger la notion de nation ⁽¹⁾.

Si elle a pu être, dans le moment où la nation se proposait comme cadre d'une citoyenneté combattant l'assujettissement, l'instrument d'une dynamique ouverte, si on a pu alors tenter d'unir les nations par l'union des citoyens qui les composent, d'unir des égaux inscrits également dans leurs ensembles nationaux, ce n'est plus sous cette forme que se présente aujourd'hui la nation. Sans long développement historique de faits trop connus – et sans vouloir construire une périodisation rigoureuse et fragile –, on peut affirmer qu'il n'y a aujourd'hui de nation que sous la forme étatique. Que ce soit en droit ou en aspiration, en Etat de forme pleine ou d'autonomie relative.

Autrement dit, ce n'est plus la nation qui, se réunissant, construit – par contrat, celui-ci fut-il fictif ou mythique – un Etat, mais un Etat qui organise et donne légitimité à une nation. La forme ordinaire du sentiment national est devenu le nationalisme, et les personnes attendent de l'Etat tutélaire la protection de leurs intérêts individuels et collectifs. Ce en quoi elles forment une nation.

La nation, autre aspect convergent, s'est formée comme rassemblement de parties, jusque là séparées par la langue, les princes, la religion ou la coutume, qui cherchaient leur réunion en un ensemble plus vaste ⁽²⁾. Elle est devenue un des refuges où s'enferment les inquiétudes identitaires au moment où les échanges économiques, communicationnels, culturels, interpersonnels, connaissent l'échelle du monde ⁽³⁾.

La nation, comme recherche, tendance, tension, s'identifiait à la démocratie. Toutes les dictatures sont aujourd'hui nationales. Et beaucoup de nationalismes tendent à la dictature. On ne voit plus guère de quel projet, de quelle éthique, sinon de repliement ou de xénophobie, la nation serait porteuse.

Cela est évident pour les pays du Nord, même ceux qui jusque-là en semblaient épargnés. On attend encore souvent de l'idée nationale des effets positifs dans les pays du Sud, surtout dans ceux qui luttent pour leur autonomie, voire leur existence. Mais la question palestinienne est-elle bien une question nationale ? Mais l'imposition, comme seul modèle agréé, du système Nation-Etat n'est-il pas responsable, sinon en tout, du moins en partie, des impasses où sont plongés nombre de pays africains ? Mais quel rôle joue la forme nation dans l'incapacité à gérer les conflits interminés d'Amérique Centrale ? Etc.

Identité et solidarité

Un lieu où fonder son identité est nécessaire pour reconnaître l'autre, pour accepter son altérité, pour, au-delà, le rencontrer. La nation a pu jouer ce rôle. Trop contaminée d'Etat, elle ne le peut plus. Aussi, beaucoup, partageant le refus de ce qu'elle est devenue, se sont adonnés au *local*. Celui-ci est devenu une sorte de succédané, que l'on veut dégagé de l'institution étatique et de ses enjeux, où se développerait une sociabilité sans domination, où s'exprimerait et s'établirait enfin, à l'échelle qui lui convient, la *volonté générale*. Pourquoi pas ? Et l'on sait que, dans ce cadre, ont émergé des actions de solidarité avec d'autres lieux, ailleurs, loin parfois.

Mais pour autant le local est-il porteur d'une intention qui fonde la solidarité vers l'extérieur ? Ces actions ne procèdent-elles pas plutôt de ce qui déborde nécessairement de la réduction qu'induit l'enracinement recherché dans la proximité ? Ne sont-elles pas un moyen pour réintroduire une distance, un ailleurs, indispensables sous peine de confinement, mais ne faisant finalement que renforcer en la valorisant l'inscription identitaire ? De toute façon, ce que l'on constate alors est généralement une solidarité de local à local, un bilatérisme de petites unités. On peut s'en féliciter, mais difficilement le construire en une politique.

A moins que le local ne soit pensé comme figure de l'universel. Mais n'est-ce pas souvent sous le mode d'un retour à des formations sociales traditionnelles, à base rurale, pré-étatiques, qui seraient seules garantes de la qualité d'une humanité aux vertus pérennes et à forte solidarité intérieure ⁽⁴⁾, plutôt qu'une tentative de dépassement des liens institutionnels, sexes, castes, classes, religions et frontières ?

On peut poser la question sous un autre angle, et la mémoire de Félix Guattari y invite : solidarité au-delà de la nation, certes, mais est-ce à titre de national, de local ou de tout autre appartenance ? Chez lui, le souci de l'autre a-t-il quoi que ce soit à voir avec une quelconque inscription, ou est-il au contraire une forme de son détachement, de son *vagabondage* ?

Ces derniers mots peuvent sembler paradoxaux dits de quelqu'un qui a été au cœur de diverses institutions, qui s'est affronté à diverses pratiques sociales lourdes, qui a tenu dans les débats de deux décennies, une place publique et reconnue. Ils nous semblent justes pourtant, tant demeurerait chez Guattari, dans son action comme dans ses textes, l'autonomie par rapport à toutes les structures, une présence à l'ici et au maintenant dégagée de toute emprise des choses acquises, une volonté de croiser l'inconnu et de le penser, qui l'ont toujours laissé de côté et à nu.

Ce qui, au-delà de son travail clinique, de ce qu'il a fait ou aidé à exister, de ses recherches, de ses écrits, demeure, c'est en effet cette fragilité choisie de celui qui jamais ne s'abrite, et qui, rien moins que solitaire, préfère aller seul, hors les lieux couverts, au risque, à chaque fois, de tout remettre en cause. C'est encore, au revers de sa solitude, ces innombrables interventions, parce qu'un homme, un groupe, un peuple, subissait ce qui lui paraissait inacceptable, ces pétitions, listes de signatures, motions dont souvent on l'a moqué, et auxquelles, presque malgré lui, il n'a cessé de participer lorsqu'il n'en était pas à l'initiative. Ce que, en un autre mot, on pourrait nommer, les deux faces réunies, la responsabilité.

La responsabilité, là, ne renvoie à aucune autre instance que celle que forme la personne qui l'exhausse. S'il lui arrive de mettre en jeu sa notoriété, ce n'est pas, l'expérience en a été faite, pour la servir. Elle ne s'appuie sur aucune force, si ce n'est celle de la parole dite, de l'engagement. Elle ne

sert aucune politique ni ne s'en sert. Elle n'est que l'attention humaine au présent, pleinement ⁽⁵⁾.
Pouvons-nous dire qu'elle est un humanisme ?

C'est cet humanisme que nous voudrions, sinon opposer à la solidarité internationale, du moins évoquer pour échapper à l'ambiguïté, qui n'est pas que notionnelle, où celle-ci est enfermée. Inutile querelle de mots, pourra-t-on penser. Pas seulement. Et si le terme d'humanisme peut apparaître usé, délavé presque, peut-être est-ce l'occasion d'y revenir.

La question est double. Qu'est-ce qui fonde la solidarité aujourd'hui ? Comment la construire ? Une identité est nécessaire pour rencontrer l'identité de l'autre, disions-nous tout-à-l'heure. Mais toutes nos identifications par un ensemble, si ce n'est celle d'être humain, sont attachements et solidarités internes, au demeurant respectables et nécessaires. Toutes les identités de l'autre sont les marques de son appartenance à d'autres ensembles, séparés, concurrents souvent, ennemis parfois, sinon, pour lui aussi, l'humanité. Toutes ces identités m'imposent de choisir l'un ou l'autre des camps qu'ils constituent.

Bien-sûr il y a à choisir. Mais est-ce au nom d'une appartenance, la mienne ou celle de l'autre, lesquelles ne sont, souvent, que dénominations ? Ce qu'il nous a bien fallu apprendre ces dernières décennies, c'est justement ce que certains types de choix portent d'erreurs, et parfois graves.

Solidarité et idéalisation

Le plus souvent, nos choix de solidarité se sont formés dans une double démarche. Tel ensemble – peuple, nation, classe, mouvement... – doit être soutenu (disons, pour prendre un exemple un peu trop facile, mais assez douloureux pour être éclairant, les communistes cambodgiens après l'établissement de la dictature de Lon Nol mise en place par les Etats-Unis en 1970 ; mais tout aussi bien le FLN algérien, même si c'est plus complexe). Notre solidarité est engagée parce que sa position, éventuellement son combat, est juste; parce qu'il est porteur de valeurs politiques que nous partageons; parfois parce qu'il a un rôle stratégique favorable à ce que nous pensons devoir advenir... Alors, deuxième temps, nous figeons cet ensemble en une unité, clairement identifiée, auquel nous attribuons substantiellement les valeurs ou les projets qui nous ont portés vers lui. Il entre dans un système, avec sa place parmi d'autres ensembles, devenant tout autant que les autres une illustration de ce système. Il lui appartient, plutôt qu'à sa propre histoire. On connaît la suite, lorsque la substance se révèle simple projection dans l'autre de nos idéaux, pour ne pas dire de nos fantasmes, et la réalité de l'autre un peu plus compliquée que nous ne l'avions pensé.

Il ne s'agit pas de se repentir des choix que nous avons pu faire, même s'ils se sont ensuite révélés légers ou erronés, a fortiori de condamner ceux que d'autres ont faits. En comprendre le moteur est plus intéressant. Celui-ci fonctionne, me semble-t-il, à deux niveaux : d'une part, la délégation à l'autre de notre responsabilité ; d'autre part, un idéalisme qui pour être rampant n'en est pas moins terriblement solide.

Bien-sûr les porteurs de valises du FLN ou ceux qui ont déserté en Algérie n'ont pas délégué leur responsabilité. De même, bien d'autres, chaque jour, ici ou là. Mais à côté de ceux qui ont agi au présent de leur situation, combien qui ont pensé agir par l'intermédiaire de ceux qui agissaient ? Combien, à commencer par nous, se sont sentis solidaires des Algériens, des Vietnamiens, des Chinois, des Palestiniens, des Noirs sudafricains, etc., aujourd'hui des Bosniaques ou des SDF, et en quelque sorte renforcés dans leur conviction d'être politiquement actifs par cet appui, pourtant tout moral ⁽⁶⁾ ? Mais pour que la délégation fonctionne, et forme justification, encore faut-il que la cause

soit absolue et absolument juste, que l'autre, investi de notre désir sans que nous ayons à l'éprouver, ne puisse en rien le trahir. L'idéalisation est nécessaire en ce qu'elle nous permet la substantification de l'autre comme support de notre identifications idéale.

Alors, il nous faut installer une structure de vérité, un appareil, de pensée au moins ⁽⁷⁾, qui, bien construit, classe, range, trie. Et duquel nous sommes à la fois les fabricants et, vite, les prisonniers. Un tel appareil, parce qu'il est fait d'images idéales, ne peut supporter le flou, l'incertain. On sait comme bientôt il s'emballe, s'autonomise par rapport aux analyses qui, dans un premier temps, ont fondé sa mise en place, comme finalement il délire: discours détaché du réel, nous détachant du réel.

Cet idéalisme est d'autant plus prégnant aujourd'hui que, probablement plus souvent et plus instamment que jamais, nous sommes sans cesse sollicités de choisir des camps lointains. Et que nous pouvons le faire en toute irresponsabilité ⁽⁸⁾.

Solidarité, présence et responsabilité

La première condition de la responsabilité est la présence A quoi suis-je aujourd'hui présent, et absent ?

Présent à ce qui se passe dans le monde, près ou loin, certes, ne serait-ce que parce que celui-ci m'est présenté chaque jour si je veux bien voir et entendre. Mais cette présence n'est que potentielle. Autrement dit, pour être présent à ce qui se passe, je n'en suis pas moins absent à ceux qui le vivent, à leurs engagements, à leurs espoirs, à leurs peurs, à ce qui les meut, à ce qui les tue. Tout cela, je peux le ressentir, non en faire fonds.

Ce n'est pas seulement un problème d'information, même si celui-ci est majeur. C'est la question du *je* dans l'ici et le maintenant. Tenter d'analyser, de comprendre, certes... Mais cela ne me donne aucune position privilégiée, personnelle ou collective, aucune position de justice ou de vérité.

Bien sûr, l'injustice me révolte et la fausseté me pèse. Il est des cas où ceux qui les produisent peuvent être nommés. Il est des lieux et des moments où ceux qui oppriment et écrasent, peuvent aussi être nommés. Où ceux qui construisent la violence et l'exclusion sont visibles, énonçant leurs projets et leurs cibles, parfois en ébauchant la pratique, au grand jour. Et pourquoi ne pas les nommer alors ? Mais c'est seulement le rejet de ce qui m'est intolérable, l'affirmation d'un principe de vie bafoué. On peut dire « j'accuse ! » lorsqu'on est blessé. Et ce n'est que la solidarité des vies humaines, des désirs humains, qui, si l'on veut parler de solidarité, s'exprime. Non pas l'affirmation d'une appartenance, même au camp de la vérité. Simplement la responsabilité de la vie, pour moi, en moi, et par là seulement, pour les autres humains à qui on l'interdit ou l'ôte.

Il est nombre d'autres situations où, pouvant nommer l'injustice et la barbarie, je ne peux en désigner que des victimes, parfois des coupables, pas des responsables. Où l'enchevêtrement des violences rend factice la recherche d'un commencement, d'un commençant, sauf à renvoyer le mal du monde à quelque pêché originel ou plus circonstancié, mais de toute façon lointain et obscur. Où dire le juste et l'injuste, le vrai et le faux, ne serait que l'expression du besoin d'être rassuré, conforté dans ma position, proclamée juste et vraie par ce dire. Qu'est-ce, sinon la crainte de l'inconfort de mon incertitude, parfois le désir de n'être pas seul dans cet inconfort, rassemblé à d'autres qui partageraient la même certitude, même aussi mal fondée, qui m'imposent de prendre parti pour des entités qui demeurent pour moi des idéalités ? Qu'est-ce sinon le désir de reconstruire un lieu de vérité

où je puisse me reconnaître et me donner à voir, là où les choses seront claires, les bons avec les bons et les mauvais dans l'enfer de leur méchanceté... ?

Et pourtant, présent à tout ce qui se passe, je suis donc responsable. Non pas responsable de dire le vrai et le faux, de mettre les bons à droite et à gauche les autres, mais responsable de moi, de mon agir. Et dans cet agir, ma responsabilité est de ne laisser diminuer en rien, ni en moi ni pour les autres, le principe de vie.

Un peu abstrait me dira-t-on, un peu court même... A voir ! Qu'est-ce, en effet, qui diminue ordinairement, pour moi déjà, ce principe de vie sinon le besoin d'identité, de lieu, auquel nous nous référerions. Pour être présent à *l'autre actuel*, puis-je m'accrocher au moi qui me protège et me fixe, me fige ? Le moi est toujours un passé, même si souvent mythique. C'est ce qui ne devrait pas changer. Ce qui, supposé de même nature en l'autre, y serait tout aussi immobile.

« *Chacun est un groupuscule et doit vivre ainsi* » écrivaient Deleuze et Guattari dans l'Anti-Œdipe⁽⁹⁾. La question de la solidarité, à quelque distance qu'elle s'inscrive, n'est-elle pas posée là dans sa radicalité ? L'obstacle n'est évidemment pas la nation. La nation est plutôt une, parmi d'autres, des formes où le besoin d'identité se réfugie. La détention d'une position juste, l'assurance d'être en un lieu de vérité, en sont d'autres, peut-être plus malaisées encore à distinguer, puis à abandonner. La difficulté est bien d'entrer dans le moins d'identité.

L'identité, finalement, n'est rien d'autre que la garantie du stable, du connu, du certain. L'autre est toujours fugace, inconnu, incertain. Sans quoi où serait l'altérité ?

La solidarité au-delà de l'intérêt, qu'il soit national, local ou personnel, de réassurance par exemple, ne peut aller sans désirer cet inconnu. Et désirer qu'il le demeure. Sans garantie, sans promesse, sans autre retour que la même transparence aux figures multiples de l'autre.

L'exigence pratique que porte ce désir, Guattari l'a vécue, est infinie. Rien en cela d'un quelconque relativisme, d'une absolue molle à tout ce qui advient. Une inquiétude permanente plutôt, de ce qui arrête, de ce qui fait écran. Une attention toujours exercée à ce qui se meut, à ce qui vit. Une recherche obstinée de ce qui, dans ce mouvement, est juste, vrai, vivant. La réponse quotidienne à ce que cette inquiétude, cette attention, cette recherche sollicitent ou transforment.

Il y a là moins qu'une position, certes, moins qu'une direction pour l'action aussi. Peut-être seulement une solidarité sans catégories, sans intérêt, sans limite, le désir à chaque moment renouvelé de vivre humainement.

Notes :

1. Il s'agit bien ici de la notion, ou si l'on préfère des valeurs associées à cette notion. La pratique a souvent été bien plus complexe et nation, nationalisme et Etat n'ont guère tardé à s'associer même si certains événements les ont vu dissociés.

2. Ce fut encore, naguère, le cas de la tentative nassérienne d'une République Arabe Unie, et cela demeure une composante forte du nationalisme arabe.

3. Au mieux, on rencontre une sorte de néo-paternalisme national, donnant aux pays les plus riches, notamment par l'investissement productif, et rentable, un devoir d'aider à l'enrichissement des autres, sous peine de leur propre fragilisation. Par exemple : R. Reich (actuel ministre et conseiller de Clinton), *L'économie mondiale*, Dunod, 1992.

4. Par exemple dans le beau texte, non dépourvu d'ambiguïté : *L'universel c'est le local* de Miguel Torga (Ed. W. Blake, 1987), ou sur un thème proche, le livre plus ancien d'Yvon Bourdet: *Eloge du patois* (Galilée, 1977). Au demeurant il ne faudrait pas oublier la violence intérieure que connaissent ces ensembles sociaux traditionnels, la solidarité n'équivalant ni la liberté, ni l'égalité, ni la fraternité.

5. Ce qui signifie aussi qu'elle n'oublie rien de ce qu'elle a appris ni de ce à quoi elle conduit.

6. Certes, on ne peut oublier le rôle que ces solidarités ont eu pour nous former au rapport à l'autre, pour nous apprendre à regarder politiquement le monde, à commencer par chez nous. De même, aujourd'hui, la sensibilité aux conflits, aux violences, aux injustices, et les solidarités qu'elles entraînent, fussent-elles seulement caritatives, sont-elles des facteurs essentiels d'ouverture au monde et à l'analyse politique. Doivent-elles devenir pour autant les bases, ou plus souvent les substituts, de l'action politique ?

7. Faut-il rappeler qu'il n'a pas été partout et toujours de pensée seulement ? De la Sainte Inquisition au Komintern et autres secrétariats à l'idéologie jusqu'aux imams, les appareils de vérité se sont constamment donnés les moyens d'exclusion, et souvent définitivement, les déviants. Ce qui est, même si les effets en sont différents, le fonctionnement de tout appareil de vérité, ne fut-il que de pensée.

8. Sans insister plus, on ne peut omettre le rôle des médias, notamment visuels, qui chaque jour mettent en scène des incitations formidables à prendre parti sur ce que nous connaissons souvent que par ces mises en scène. Moins violents, mais tout aussi pervers, les sondages nous persuadent chaque jour que nous choisissons Dupont ou Dupond, la lessive A ou la lessive B, la paix en Yougoslavie ou la fin du chômage... Par parenthèse, rappelons à ce propos, participant parfaitement de cette mystification, les montages de R. Hossein où il nous est demandé de voter ou non la mort de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Là aussi, le couple idéalisation/irresponsabilité fonctionne à plein.

9. Ed. de Minuit, 1972, p. 434.